

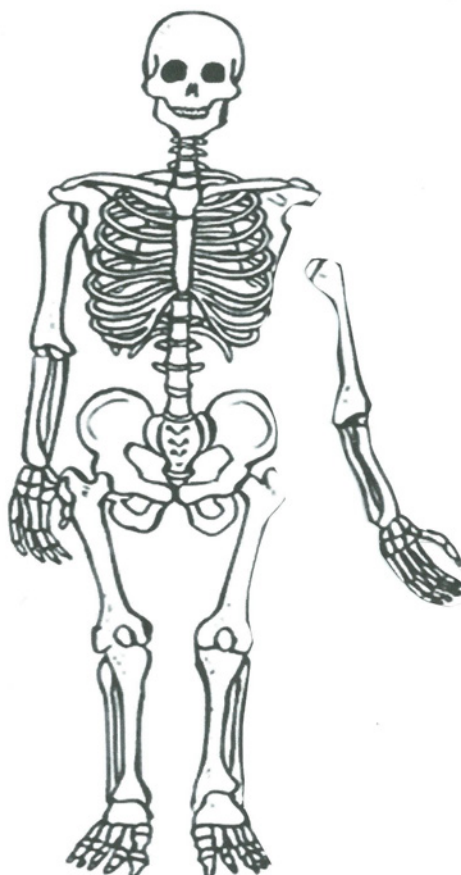
La Courte échelle

Le seul journal que vous devez lire au bureau

Journal de la section Solidaires Finances Calvados



Suppressions d'emplois Toujours le même régime



Ouille !
Ça fait mal

crac !

La cure d'amaigrissement continue
Et demain on arrache un bras ?

Solidaires
Finances
Publiques

**Sommaire
du
N°85**

HELP, DISCRIMINATIONS, BRÈVES, EN-
QUÊTES, POT DE DÉPART
ETC...

Solidaires
finances

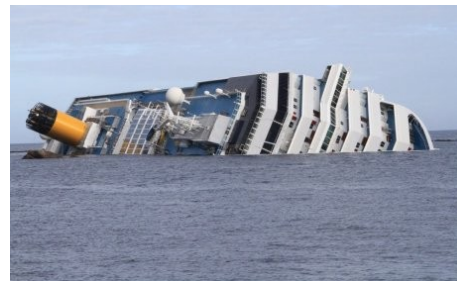
HELP !

Début septembre, nous étions une bonne vingtaine, requêteurs SIRIUS, collègues des cellules CSP et responsables de SIP à nous réunir place Gambetta pour faire le point sur le contrôle et faire connaissance avec M CUSIN notre nouveau directeur en charge du contrôle.

M CUSIN ? Il a bossé sur BOFIP et il est très content de son bébé. Alors quand on lui a dit que BOFIP, pour l'instant, c'était surtout Bof.. que NAVIS c'était mieux et que certains hérétiques ont même réclamé la documentation LEFEBVRE en version papier.

On a vu apparaître un peu de buée sur les lunettes de notre nouveau directeur. Notre responsable du contrôle fiscal du troisième millénaire se sentait un peu seul dans cette salle peuplée d'individus terre à terre en prise avec des problèmes d'un autre âge.

Passée la présentation du directeur, le traditionnel tour de table. Les premiers un peu timides (lariretteuh lariréetteuh) donnent leur nom et leur affectation.



. Puis quelques uns commencent à s'épancher davantage et préviennent que pour leur service à bout de souffle, le contrôle, malheureusement, ne représentait plus une priorité. Mais au delà des habitués râleurs (dont je fais parfois partie), ce sont des responsables de SIP qui montent au créneau. Et là quand même, entendre un responsable de SIP crier au fou ou un autre complètement abattu devant le désastre annoncé du aux suppressions d'emplois, rappeler le nombre d'agents manquant dans ses services, c'est assez nouveau.

Hé oui, messieurs, pour ceux qui en doutaient encore, supprimer des postes tout en augmentant la charge de travail a des conséquences. Jusqu'alors, le pognon qui a coulé à flot dans les poches des nos directeurs et arrosé nos chefs de services avait permis leur ralliement à la cause du moins d'agents pour gagner mieux. Ben oui, pour eux, c'est vrai. (Pour vous non ?) Mais nous atteignons un point critique. La fiscalité est de plus en plus complexe et les outils de travail souvent inadaptés. Aux guichets, face à la gravité de la situation économique, la demande des contribuables est de plus en plus pressante quand dans le même temps la nécessité de contrôle devient de plus en plus nécessaire.

Les collègues subissent et ne se révoltent même plus. Certains, à bout de force, se renferment dans un mutisme inquiétant, les plus âgés comptent les jours avant la retraite et les autres les regardent avec envie. Sans amélioration notable de nos conditions de travail, notre administration risque l'implosion. Cette atonie inquiétante, ce manque de réaction devant cette logique bêtement comptable et ce mur de connerie suicidaire me fait redouter le pire. Aidez-nous ! On coule !



Les cadres A+, c'est un peu comme le ski. C'est de plus en plus cher. Il y a de plus en plus de monde sur les pistes et c'est le bordel. Pour finir, toute cette bousculade vous empêche de skier.

Je sais, populiste, démagogique jaloux, agri, etc.

DISCRIMINATION



Je me pose quand même la question, ce stage est-il plus destiné à nous faire prendre conscience de nos droits ou de nos devoirs ? Sommes nous plus victimes de discriminations en tant que fonctionnaires, des finances publiques qui plus est, ou sommes nous en général un corps d'état qui se rend coupable régulièrement de discriminations ? Notre hiérarchie bienveillante pense t-elle nous remobiliser contre les injustices qui persistent dans notre administration ou bien nous a t-elle inscrit à ce stage pour nous recadrer après de nombreuses bavures ? Je n'ai pas eu de réponse.

Certes, cette formation peut nous être destinée pour adapter nos comportements à une certaine judiciarisation de la société et nous permettre de réfléchir à notre attitude envers les contribuables ou les collègues afin d'éviter maladroitness ou abus qui pourraient se retourner contre nous. Sur ce point, j'ai quand même l'impression qu'à mon âge, bien que nous apprenions tous les jours, mon éducation a déjà été faite par mes parents. J'essaie même tant bien que mal (ce n'est pas facile) de transmettre à mes enfants certaines valeurs. J'ai donc la désagréable impression de retrouver dans ce stage tous les ingrédients d'un cours de morale remis à la sauce d'aujourd'hui.

Nous avons tous été conviés à un stage sur les discriminations. Oui, tous. Cette formation, semble t-il, est prévue pour tous les agents. Une demi-journée sur les discriminations et sur le harcèlement moral, c'est le programme. «Les hommes naissent libres et égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres » Voilà ce que la vie nous apprend. C'est la preuve que ce stage était bien indispensable pour nous rappeler que nous, agents des finances publiques, devons être particulièrement vigilants au respect de nos droits et de nos devoirs dans l'exercice de notre profession. Que voulez redire à cela

La discrimination, ça commence où ? Notre administration, son mode de fonctionnement, la promotion de ses agents ne repose t-elle pas sur une certaine discrimination ? A la question, donnez un exemple de discrimination, de nombreuses personnes ont répondu la notation. C'est vrai que le nombre de points étant limité, nous sommes nombreux à nous sentir chaque année mis de côté pour des raisons qui n'ont rien à voir avec notre travail.

Bref, (c'est à la mode) ce stage nous fait davantage prendre conscience que le milieu professionnel dans lequel nous vivons est basé sur la discrimination. Quelle proportion de femmes A+ ? Combien de cadres issus de l'immigration, l'administration emploie t-elle 6% de personnes handicapées, ces locaux sont-ils accessibles à tous, je continue ? Était-ce vraiment le but de cette formation ? Si c'est vraiment le cas, je trouve cela assez cruel. Parce que si vraiment on voulait nous rappeler que l'injustice et la discrimination restent encore très présentes dans notre administration, je pense que nous en sommes tous conscients. Et enfin, je vous rappelle que les organisations syndicales vous proposent régulièrement des petits stages d'une heure, des HMI qui, j'en suis sûr, coûtent beaucoup moins cher en personnel et en remboursement de frais et sont autant de piqûres de rappel contre toute forme de discrimination.

MORALE : En ces temps de disette, j'aurais gagné une demi journée de boulot pour avancer dans le traitement de mes demandes de remises gracieuses. Un travail qui laisse libre cours à toute les discriminations.

Budget 2012 et prévisions 2013:

La Direction nous a révélé que la situation budgétaire de la DRFIP 14 n'était pas bonne !!!!! Pour boucler l'année 2012, il manque400.000 € !!!!! Dont 200.000 € de budget de fonctionnement !!!!!

Au regard de cet état catastrophique (si nous étions une entreprise, nous serions en cessation de paiement!), la Direction a décidé de reporter 200.000 € de dépenses d'investissement et de travaux sur le budget de 2013. Conséquence directe : Nous commencerons le budget de l'année prochaine amputé de 200.000€ en sachant que le budget à venir sera diminué de 7% par rapport à celui de cette année. En clair, et comme de nombreuses directions au plan national, c'est la M..... !

Au niveau national, les plus grosses économies sont ciblées en 2013 sur les budgets de fonctionnement, avec dans le viseur les frais de déplacements, la téléphonie, l'équipement informatique, le petit matériel, bref tout ce qui fait notre quotidien .



Dites moi, CUIEC, vous n'êtes plus obligé de me suivre partout maintenant



POT d'échappement

Dernièrement, notre bien aimé Administrateur Général en chef avait convié le gratin pour son pot de départ entre gens de bonne compagnie. Grâce à la participation de tous (comment ? Vous n'avez rien donné ?), nous avons pu lui offrir un téléphone dernier cri (de douleur) et un superbe scooter (pour qu'il s'en aille bien vite).

Abrogation du jour de carence : nouvelle lettre au Ministre de la Fonction Publique Marylise LEBRANCHU

ENQUETE AU CŒUR DE LA DGFIP

Voici en quelques lignes, les résultats d'une enquête menée au premier semestre pour mesurer la qualité de service...de nos services.

« La première vague d'appels-mystère s'est déroulée sur une période de 6 semaines durant les mois de mars et juin 2012. Elle a porté sur les 5 engagements suivants : orientation des appels par le standard, présentation à l'accueil téléphonique, décroché en moins de 5 sonneries, information sur les horaires d'ouverture et rappel dans les 48 heures.

Je vous fait un rapide résumé :

Les directions ont fait un effort marqué pour que les répondeurs mis en place pendant la fermeture du service diffusent un message informatif aux usagers sur les horaires d'ouverture. En revanche, les résultats des autres indicateurs sont en retrait par rapport aux deux précédentes vagues de l'année 2011.

(On se demande comment c'est possible)

L'indicateur national IQS3 (c'était qui dans la guerre des étoiles ?) relatif aux taux d'appels aboutis en moins de 5 sonneries obtient 12 points de moins par rapport à la dernière mesure(...). Moins d'un SIP sur deux décroche en moins de 5 sonneries les appels des usagers sur les périodes mesurées.

Avec 37,3 %, la présentation à l'accueil téléphonique obtient un résultat inférieur à celui obtenu lors de la 1ère mesure de l'année 2011. Remarque des rédacteurs de la note : « Les directions doivent rester très attentives aux motifs qui peuvent expliquer ce recul de la qualité de service dans des structures où la levée de l'anonymat ne posait pas de difficulté dans le cadre du programme PVFI. Des réponses adaptées doivent être apportées au niveau local afin que les agents se présentent dans les conditions prévues à l'accueil téléphonique ». (Achtung, ça sent la descente d'IP) Afin d'alléger l'annonce de présentation, l'utilisation des acronymes « SIP », « SIE », « SIP-SIE » et « CDIF » est désormais possible pour nommer la structure dans laquelle travaille l'agent. (Ah ben, c'est sûr, ça va nous faciliter la vie. Et ça chiffre combien en suppressions de postes?)

La moitié des appels aux standards du centre des finances publiques a été orientée correctement, c'est-à-dire en annonçant la structure vers laquelle est transféré l'appel de l'utilisateur ;

20 % des usagers-mystère seulement ayant laissé un message sur un répondeur ont été rappelés dans les 48 heures.

Les directions sont invitées à analyser les motifs de ces baisses au niveau de chaque structure mesurée pour que des mesures adaptées aux difficultés rencontrées et au contexte local puissent être mises en place. (Sérieux ? Faut vraiment vous expliquer)

Voilà, c'était un moment de franche rigolade. Des gens sont payés très cher pour nous confirmer ce que nous savions déjà. Moins on est, moins les résultats sont bons. Ce qui est vrai pour l'accueil, ne tardera pas à se vérifier dans les résultats du contrôle ou du contentieux. Hé, il est pas beau mon rapport ? Et en plus, il est gratuit.



examen des résultats de l'enquête par les membres de la Direction

« Selon le NOUVEL OBSERVATEUR, M. Philippe PARINI, remercié récemment par le gouvernement, a été nommé sur le poste de DDFiP de Paris qu'il avait comme DGFIP gelé en octobre 2011 au départ à la retraite du précédent DDFiP ». faites ce que je dis...



Formation Professionnelle : François BERGES, nous a indiqué qu'il fallait s'attendre dans les mois à venir à une augmentation substantielle de la e-Formation car permettant de réduire les coûts.

Solidaires Finances Publiques Calvados est intervenu pour indiquer que la e-Formation ne remplacera jamais la formation traditionnelle et que notre formation interne, traditionnelle et reconnue par l'ensemble des agents, doit être encouragée et soutenue.

Fermeture définitive de la Trésorerie de Bretteville sur Laize au 01/01/2013

François BERGES nous a indiqué que cette fermeture était inéluctable, suite aux problèmes insolubles de personnel. Actuellement la trésorerie est tenue par 2 agents et un cadre A (50% par intérim).

Solidaires Finances Publiques a, une nouvelle fois dénoncé la fermeture de cette trésorerie qui aura entre autres conséquences :

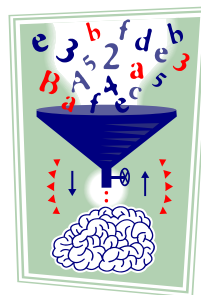
- des agents déplacés à Caen, qui seront heureux d'apprendre que la fermeture de la Trésorerie de Bretteville sur Laize permettra aux usagers d'avoir une équipe plus « professionnalisée » (Dixit la Direction). Les agents concernés apprécieront !
- un transfert de charge important sur certains services sans compensation par la création d'un emploi (SIP de Caen Est avec 7 700 articles par agent).



PACTE DE COMPETITIVITE : ENCORE UNE USINE A GAZ POUR LES SERVICES

Depuis la publication du rapport Gallois, c'est une avalanche de mesures, une grande foire aux idées en tout genre lancées par des Enarques survoltés, et surtout encore une grosse usine à Gaz pour les services des Finances Publiques. Une impression de déjà vu lors de la suppression de la taxe professionnelle. Derrière les annonces politiques, on imagine déjà les dégâts dans les services : surabondance de notes (parfois contradictoires), fiscalité complexe et incompréhensible pour les usagers et les agents, applications informatiques inadaptées voire inadaptables, fiscalité incontrôlable

.AU SECOURS !!! A QUAND UNE LEGISLATION FISCALE SIMPLE ET COMPREHENSIBLE POUR TOUS !



Cerveau d'Enarque

Agent des Finances Publiques



Situation du Cadre C : purement scandaleux !

Agents C: 694 vacances de postes au 30/04/2013 ! un sous effectif abyssal !

Une catégorie totalement oubliée !

Si les métiers de la DGFIP sont au cœur de la République, on peut aujourd'hui se demander si c'est le cas de ceux qui les exercent, en particulier les cadres C :

- ⊗ gel du point d'indice depuis 2010 (4,63€)
- ⊗ un début de carrière au dessous du SMIC, un gain de 5 points d'indice entre le 1er et le 5ème échelon d'AAI, soit 23,15€ mensuel en 10 ans de carrière !
- ⊗ remise en cause du Plan de Qualifications 2012 (environ 200 promotions sacrifiées cette année en particulier pour le TA d'AAPFiP 2ème classe)
- ⊗ accès au 8ème échelon d'AAPFiP 1er cl. par tableau d'avancement alors que tous les agents ayant 3 ans d'ancienneté devraient être promus de manière linéaire. seuls 30% des agents remplissant les conditions statutaires pourront accéder au 8ème échelon en raison de contraintes budgétaires,

Apparemment cela est considéré comme un « couronnement de carrière »...

Les agents C apprécieront la « couronne » d'une cinquantaine d'euros par mois environ... Enfin un parachute doré pour les collègues de catégorie C !



Faire des économies d'échelle qui finiront en jus de boudin



A la lecture des documents préparatoires du Comité Technique de Réseau du 27 novembre 2012 et après décryptage des chiffres communiqués par la centrale (prise en compte des requalifications de B en A et de C en B

	A+	A	B	C	Total
Rapport de l'Assemblée Nationale	-159	-497	-1033	-334	-2062
Affichage DGFIP	-59	-377	-658	-968	-2062
Réalité après plan de qualification	-37	-45	-23	-1957	-2062
Dans le Calvados	-2	1	5	-27	-23

Et oui, la réforme des CH est passée par là.

- Pour mémoire dans l'ordre chronologique : le précédent gouvernement et la DGFIP décident de supprimer le statut de conservateur des hypothèques au 31/12/2012. A notre sens, une bonne chose que de rayer de la carte cette survivance de l'ancien régime, sauf à être très vigilants sur le service public de la publicité foncière et les agents qui y travaillent.

Nota Bene (pour les non avertis)

Les conservateurs des hypothèques sont titulaires "*intuitus personae*" d'un grade dans la Fonction Publique, mais n'occupent pas un emploi budgétaire dès lors qu'ils perçoivent un salaire représenté par un pourcentage des transactions enregistrées dans le ressort de leur conservation (Survivance de l'ancien régime).

- la DGFIP annonce la création à la place des conservations des hypothèques des SPF (Services de la Publicité Foncière) au 01/01/2013 qui seront classés en catégories comme l'étaient les CH et auront donc des chefs à leur tête comme tout service d'importance qui se respecte.

- dès son installation le nouveau gouvernement annonce la poursuite des suppressions d'emplois à la DGFIP et nous devons continuer à être exemplaires mais, nous promet on, toutes les catégories seront concernées par les suppressions !!!

- le rapport de l'Assemblée Nationale va dans ce sens annonçant un volant de suppressions dont la répartition serait la suivante - 159 A+, -497 A, -1033 B et -334 C

- les documents préparatoires au Comité Technique de Réseau du 27 novembre sortent il y a quelques jours et là... surprise !!!

Il y a 2062 suppressions réparties de la manière suivante - 59 A+ (tiens on en a déjà perdu 100 depuis l'Assemblée Nationale !) - 377 A, - 658 B et -968 C.

Tout ça doit être corrigé du "futur supposé Plan de Qualification Ministériel" qui conduit à corriger les chiffres (transformations de A en A+, de B en A et de C en B comprises) pour parvenir au résultat suivant : 37 A+ (finalement c'est 122 qu'on en a perdu depuis l'Assemblée Nationale !), - 45 A, - 23 B et... -1957 C !!!

Toutefois, les chefs des fameux Services de Publicité Foncières n'étant plus rémunérés sur les actes il faut bien des emplois budgétaires. En conséquence, c'est donc 354 emplois dont le budget a été abondé.

La répartition est la suivante 70 postes de A (pour les SPF de 4ème catégorie) et 284 postes de A+ (pour les catégories supérieures) soit bien 354 comme indiqué ci-dessus..

Tout va très bien, madame la Marquise

Reconnaissance : la diète (volume de promotions en baisse, gel du point d'indice)

Recrutements : la famine (baisse significative des recrutements internes et externes)

Suppressions d'emplois : overdose (encore 2062 emplois à la DGFIP en 2013)

Conditions de travail : souffrance (33% de charges de travail supplémentaire depuis 10 ans, 20% de la législation fiscale qui évolue chaque année, empilement des réformes....)



Depuis Molière, tout bon médecin le sait : la multiplication des saignées n'a jamais constitué une bonne thérapie à moins de considérer qu'une thérapie de choc ait pour objet la mort du patient



C'est la saignée ou la purge, au choix!



En attendant des jours meilleurs (On ne lâche rien !), toute l'équipe de Solidaires Finances Publiques Calvados, vous souhaitent une bonne année 2013 !



CORRESPONDANTS LOCAUX

<i>BAYEUX</i>	<i>Emmanuel TAUGERON et Jean René MELLION, Chantal LE-POULTIER et Philippe LAROCHE</i>
<i>CAEN BERTRAND & GAMBETTA</i>	<i>Nadine GAUTIER</i>
<i>CAEN DELIVRANDE</i>	<i>Nathalie SEVIN, Annie BINARD, Chantal DETRAUX, Catherine MALAIS, Franck DERRI, Florent CANTELOUP, Véronique CUSSET, Françoise OLLIVIER, Isabelle LORY, Laurent PATOU et Sonia CHEMIN Correspondante sociale</i>
<i>TP COURSEULLES</i>	<i>Anne COLLIN</i>
<i>FALAISE</i>	<i>Marc GAHERY et Jean-Christophe CAMAX</i>
<i>TP CAEN MUNICIPALE</i>	<i>Christophe LEGATELOIS</i>
<i>LISIEUX</i>	<i>Fabrice NORVEZ</i>
<i>TP LIVAROT</i>	<i>Brigide GUYON</i>
<i>PONT L'EVEQUE</i>	<i>Michèle HUET</i>
<i>TP THURY HARCOURT</i>	<i>Ludovic PIQUOT</i>
<i>TROUVILLE sur MER</i>	<i>Sonia CHEMIN, Danielle MIGDAL</i>
<i>TP CABOURG</i>	<i>Claude JOUVIN-FEAUVEAU</i>
<i>VIRE</i>	<i>Christine GILL & Antoinette LABBE</i>

MEMBRES DU BUREAU

Christophe CUSSET, Secrétaire de section,, Christine CAILLEBOTTE, Chantal LEPOULTIER, Agnès BRAUNSHAUSEN Secrétaires Adjointes

Nadine GAUTIER, Trésorière , Carine TREFFEU et Véronique CUSSET Trésorières adjointes

Aleth El MOUSSAOUI, Anne COLLIN,, Annie BINARD, Brigitte FREYSS,, Christine GILL, Florent CANTELOUP, Brigide GUYON, Christophe LEGATELOIS,, Jean-Christophe CAMAX, Laurent PATOU, Marc GAHERY, Philippe LAROCHE, Philippe-Frédéric MULLER

TOUTE UNE EQUIPE A VOTRE SERVICE,

UNE INFO AU QUOTIDIEN

<http://solidairesfinancespubliques.fr/14/>

Courriel : solidairesfinancespubliques.dr14@dgfip.finances.gouv.fr